



Monsieur Justin Trudeau, premier ministre du Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Le 28 juin 2016

Cher Monsieur le premier ministre Trudeau,

Nous vous écrivons pour vous alerter de l'actuelle et grave situation qui prévaut en République démocratique du Congo et inviter instamment le gouvernement du Canada à y promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance en faisant pression sur le gouvernement congolais pour qu'il adhère au respect de la Constitution nationale du pays, ainsi que des valeurs et principes démocratiques universellement reconnus qu'elle consacre.

La République Démocratique du Congo est l'un des partenaires de longue date du Canada dans la Francophonie. Le peuple congolais est fortement attaché à la démocratie, à l'État de droit et à la Constitution nationale. Selon celle-ci, des élections nationales pour élire un nouveau président et une assemblée nationale doivent être tenues en novembre 2016. Mais, nous sommes profondément inquiets de constater que le plan de l'actuel gouvernement de reporter les élections en 2018 peuvent accroître le risque de violence et d'instabilité politique du pays.

En notre qualité d'organisation de la société civile vouée aux droits humains, à la démocratie et à la paix en RD Congo et dans la région des grands lacs d'Afrique, nous demandons avec insistance au gouvernement du Canada de travailler en solidarité avec le peuple de la République Démocratique du Congo en vue de :

- accroître sa pression diplomatique sur le gouvernement congolais en l'invitant à respecter la Constitution et à tenir des élections nationales (présidentielle et législative) dans les délais constitutionnellement prescrits;
- mobiliser des ressources canadiennes en 2016 pour appuyer l'observation internationale des élections;
- appuyer les efforts des organisations la société civile congolaise pour promouvoir l'engagement citoyen, organiser des activités de formation aux processus électoraux pour les électeurs et les candidats éventuels, et s'engager dans l'observation des élections.

Vue l'urgence de la situation, le Canada devrait intervenir immédiatement et faire appel à l'adhésion à la Constitution congolaise et à la pleine mise en œuvre de la Résolution 2277 (30 mars 2016) du Conseil de sécurité de l'ONU sur la paix et la sécurité en République Démocratique du Congo. Le Canada ajouterait ainsi sa voix à celle des Nations Unies, de l'Union Africaine, de l'Union Européenne, de l'Organisation Internationale de la Francophonie et des États Unis. Le Canada a un rôle particulièrement important à jouer étant donné l'importante quantité de ressources naturelles extraites par les compagnies minières canadiennes en République Démocratique du Congo au cours des récentes années.

Nous souhaitons avoir l'occasion de vous rencontrer, ou un membre de votre Cabinet, pour discuter de cette urgente situation, qui menace de déclencher et d'amplifier la violence et l'instabilité dans la région si l'on n'intervient pas comme il se doit. Pour faire le suivi avec nos organisations, veuillez contacter Ian Thomson, coordonnateur des partenariats en Afrique de KAIROS, ithomson@kairoscanada.org, ou par téléphone au 613-235-9956, poste 222.

Sincèrement vôtre,

Canadiens pour les Droits humains au Congo

Ottawa (Ontario) Canada
www.humanrightsinthecongo.com

Fondation Pascal Kabungulu

Bukavu (South Kivu) R. D. du Congo
www.fondationpascalkabungulu.com

Héritiers de la Justice

Bukavu (South Kivu) R. D. du Congo
www.heritiersdelajustice.org

KAIROS : Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice

Toronto (Ontario) Canada
www.kairoscanada.org

Vision GRAM International

Ottawa (Ontario) Canada
<http://gram-international.org/fr/>

C.c. Madame Rona Ambrose, chef intérimaire, Parti conservateur du Canada
Monsieur Thomas Mulcair, chef, Nouveau Parti démocratique du Canada
Monsieur Rhéal Fortin, chef par intérim, Bloc Québécois
Madame Elizabeth May, chef, Parti Vert du Canada
Tous les membres du Parlement et du Sénat du Canada